

**Terrains anciens,  
approche renouvelée :  
analyse du changement dans  
les systèmes agraires sereer**

---

*Introduction générale*

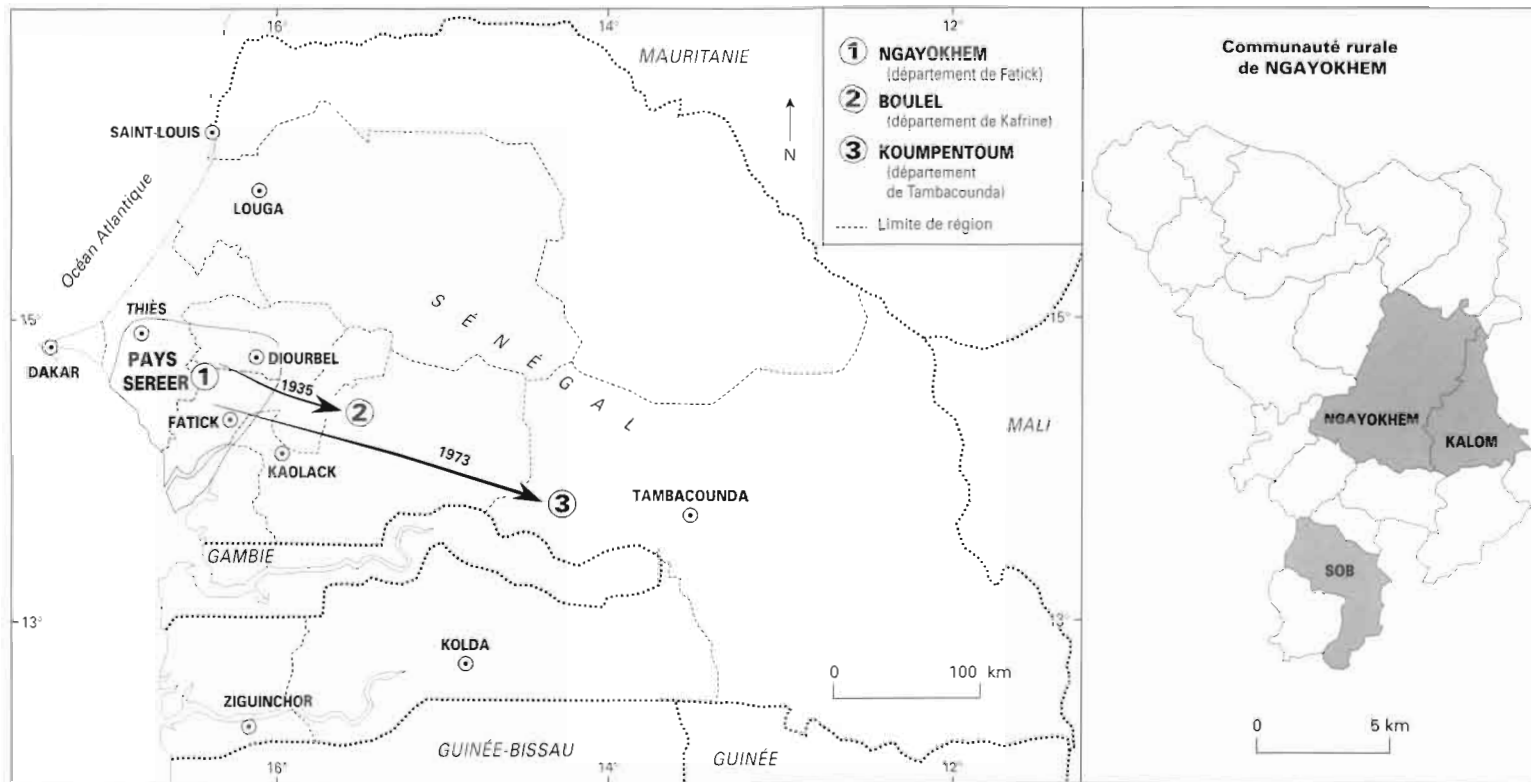


Figure 1

Carte de situation.

Qu'une société rurale soit identifiée par l'appartenance ethnique et appréhendée par son système agraire pourrait suggérer qu'un certain conservatisme règne dans le Bassin arachidier sénégalais et augurer de méthodes d'analyses conventionnelles. Pourtant, l'étude des campagnes de l'ancien royaume sereer du Sine se focalise d'emblée sur les dynamiques et les mobilités et s'élargit à des collectivités établies ailleurs.

La question de la croissance et des déplacements de la population en est le premier fil conducteur. Les Sereer perçoivent l'ampleur des mutations liées à cette dynamique du peuplement : « les tessons du canari ne sont plus immobiles » disent-ils. Les tessons de poteries qui jonchent le sol des aires villageoises symbolisent une socialisation et une sacralisation anciennes des lieux habités. Ils témoignent de l'enracinement des paysans sereer, à l'image du paysage agraire autrefois cloisonné par des haies et des chemins, et des terroirs qui se fermaient pendant les mois de l'activité agricole.

La mobilité géographique qui dorénavant concerne toutes les catégories de la population s'accompagne de changements de tous ordres qui mettent à mal les représentations anciennes quelque peu figées de la société rurale sereer.

Consciente de l'ampleur de ces changements, l'équipe de chercheurs de l'Orstom, de l'Isra et de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar s'était donnée comme objectif l'analyse de l'évolution globale de la société sereer durant les dernières décennies. Pour atteindre cet objectif les recherches nouvelles s'appuyaient sur les études monographiques réalisées quinze ou vingt ans auparavant, mais en reconsidérant les problèmes identifiés alors, dans les années soixante. Les points d'enquêtes antérieures allaient servir de référence : le terroir de Sob, au cœur du vieux pays sereer (dans l'ancien royaume du Sine), les villages sereer du département de Kafrine établis au moment de l'opération Boulel, menée par l'administration coloniale en 1936, et les Terres neuves du Sénégal oriental aménagées dans les années soixante-dix, avec le même objectif (fig. 1).

L'étude du terroir de Sob (1965-1969), située dans une zone très peuplée, montrait une saturation, du fait de la croissance démographique conjuguée à une extension des superficies cultivées par actif. Les conclusions n'étaient guère optimistes quant à l'évolution

du système agraire. Les recherches conduites sur le front ancien de la colonisation sereer dans le département de Kafrine mettaient en évidence l'abandon du modèle agraire traditionnel et l'adoption du système extensif. Quant à la colonisation récente des Terres neuves du Sénégal oriental, les pratiques paysannes y allaient à l'encontre du modèle technique voulu par l'encadrement.

Autant de points de référence, dont il était intéressant d'analyser les évolutions respectives mais qu'il était également utile de mettre en relation : malgré l'éloignement dans l'espace et, dans certains cas, l'ancienneté de la migration, tous les liens avec la société d'origine n'étaient pas coupés et les réseaux de solidarité économique ont pu se réactiver en période de crise.

## LE NOUVEAU CHANTIER DE RECHERCHE

---

Le retour sur le terrain ne visait pas à une simple actualisation des données anciennes, selon les mêmes méthodes et avec les mêmes objectifs. Les changements structurels et l'évolution de l'environnement économique étaient à prendre en compte au niveau local et à des niveaux plus englobants mettant en relation les dynamiques paysannes avec les interventions de l'encadrement régional et les incitations émanant de l'État.

La nature de l'information de référence mérite quelque attention puisqu'elle a déterminé en partie l'itinéraire de la recherche. Le plus souvent, ce sont des monographies de terroir menées par des géographes, mais aussi des monographies effectuées par des agronomes, des économistes ou des sociologues, que l'on peut rapidement caractériser de la façon suivante. Il s'agit d'études :

- riches en données chiffrées, mais attentives également à la mise en évidence des mécanismes et des règles de fonctionnement ;

- limitées dans l'espace et ne pouvant de ce fait être considérées d'emblée comme représentatives d'un ensemble régional ou ethnique ;

- monodisciplinaires, mais le fait de vivre dans un village en contact quotidien avec les membres d'une société dont les activités se prêtent difficilement à un découpage disciplinaire strict, amène le chercheur à sortir du cadre de sa discipline ;

- menées individuellement, souvent par de jeunes chercheurs qui s'initiaient à la recherche de terrain.

Ces recherches anciennes pouvaient être utilisées, comme l'étaient alors les archives coloniales, mais avec une plus grande efficacité, pour une mise en perspective historique des phénomènes actuels.

Il était prévu, à cette occasion, de mettre au point des méthodes d'enquêtes rapides pour appréhender des changements (ou peut-être démontrer qu'il est vain de vouloir appréhender les changements par des méthodes rapides!). Produire un type d'information scientifique utilisable dans une optique opératoire et participer à la formation de jeunes chercheurs constituaient également deux objectifs importants. Enfin, cette recherche, nécessitant une approche intégrée de sociétés rurales, pouvait constituer un chantier de mise en pratique de la pluridisciplinarité et de confrontation d'expériences méthodologiques variées. C'est sans doute par la variété des objectifs affichés et le parti pris de l'interdisciplinarité, que ce retour en pays sereer se démarque d'autres retours sur d'anciens terrains, relativement nombreux<sup>1</sup>.

Le nouveau cadrage des recherches impliquait l'approfondissement de l'analyse et l'élargissement de l'espace de référence. La recherche s'est consacrée à l'analyse des systèmes de production, en privilégiant les niveaux des exploitations agricoles et des terroirs villageois, mais avec davantage de compétences et de moyens que lors des monographies antérieures. Elle s'est attachée à décrire les pratiques paysannes et pastorales et à mesurer les performances des systèmes agricoles, l'analyse se prolongeant par des questions sur leur viabilité et les innovations possibles.

L'étude ancienne restait étroitement localisée, du fait des objectifs alors retenus et des méthodes adoptées, et elle se référait à des enquêtes d'une durée nécessairement très limitée. Lors du « retour », une série d'enquêtes tout aussi précises ont servi à caractériser des situations locales, mais celles-ci ont été d'emblée confrontées à des analyses conduites à des niveaux englobants, prenant en compte des évolutions plus générales.

La référence à l'ensemble ethnique sereer et aux espaces qu'il occupe, a permis de situer le contexte des terrains d'enquête. Les recherches, anciennes ou en cours, des historiens, démographes et sociologues ont été sollicitées pour restituer les spécificités de la société sereer, ses permanences et ses dynamiques.

C'est à l'échelle du Bassin arachidier que s'inscrivent les mouvements migratoires et l'expansion territoriale de l'ethnie, notamment vers les Terres neuves. C'est également l'échelle qui convient pour situer les dynamiques paysannes sereer dans l'espace de la traite arachidière. Mais c'est au niveau du Sénégal que certains

1. On peut citer l'expérience d'une équipe de l'Inra à Rambervilliers, dans les Vosges, qui a suivi l'évolution des exploitations agricoles (CRISTOFINI *et al.* 1982); le cas du village de Tepotzlan, au Mexique, auquel on se référera ultérieurement, étudié par REDFIELD (1946), puis par LEWIS (1951 et 1962); ou encore l'étude de Piparsod, village du Madhya Pradesh en Inde, qui reconstitue l'évolution de l'agriculture et de la société locales, en se fondant sur une cartographie minutieuse (CHAMBARD, 1980). Enfin on citera les deux films réalisés par G. ROUQUIER sur les paysans d'un village d'Aveyron - *Farebique* en 1947 et *Biquejare* en 1984 - qui témoignent de la révolution vécue par cette région en une génération.

changements institutionnels sont mis en œuvre, en particulier la réforme foncière et la réorganisation territoriale. C'est aussi à l'échelle de l'espace national que se déploie, pour l'essentiel, la force de travail issue des pays sereer. Si les Sereer ne sont pas impliqués dans les réseaux de la migration internationale, en revanche les migrations urbaines, vers Dakar, sont devenues dominantes. De ce fait, les relations villes-campagnes interfèrent de plus en plus avec les dynamiques paysannes locales. Enfin certaines comparaisons peuvent être tentées à l'échelle de l'espace sahélo-soudanien, en termes d'aménagement agraire ou de pratiques de culture et d'élevage comparables à celles d'autres régions densément peuplées.

La composition de l'équipe qui a participé à la réalisation du programme Sénégal reflète largement un souci d'approfondissement et d'interdisciplinarité, de collaboration entre Instituts, de formation de jeunes chercheurs et d'ouverture sur la recherche de solutions concrètes éventuelles. L'équipe s'est constituée sur une base de cooptation, sans leadership disciplinaire *a priori*. Bien sûr, le hasard des disponibilités a pu amener à privilégier parfois certaines approches, à avancer plus rapidement dans la mise en place et l'exploitation de certaines enquêtes. La cohérence de l'ensemble et la confrontation entre plusieurs approches ont été favorisées par les implications des uns et des autres sur le terrain. Les mêmes villages ont été repris pour d'autres investigations et ce sont les mêmes collaborateurs qui ont contribué à la réalisation des diverses enquêtes<sup>2</sup>. Les informations collectées ont été accessibles à tous les chercheurs de l'équipe, à tous moments.

2. Les enquêtes ont été réalisées avec le concours de techniciens et d'assistants de recherche. Dans les villages sereer du Sine, Joseph Diatte, Moussa Sarr et Guedj Faye ont participé à toutes les enquêtes socio-économiques, et Salioù Niang a conduit les observations zootechniques. Dans les Terres neuves, la plupart des enquêtes ont été réalisées avec le concours de Oumar Sall.

## L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Les évolutions des systèmes agricoles sereer, depuis les années soixante, ont pour toile de fond une crise de l'économie arachidière sénégalaise. La crise du Bassin arachidier peut se résumer en quelques mots : croissance démographique, déclin arachidier, déficit céréalier (BONNEFOND et COURT, 1988). La population sénégalaise, estimée à environ trois millions d'habitants en 1961, dépassait les six millions en 1984. Avec un taux d'accroissement naturel de l'ordre de 2% par an la population dépassera les huit millions d'habitants en l'an 2000. Concernant la production, on peut admettre que sur la période récente (de 1968 jusqu'à la déva-

luation en 1994), la croissance moyenne du PIB s'est située autour de 1% par an : la population a donc augmenté plus vite que les ressources. Pour le seul secteur agricole, cet indicateur global recouvre une décroissance estimée à - 0,2% par an depuis 1973.

L'arachide représente l'essentiel des revenus monétaires des paysans, et la croissance de la production, fondée avant tout sur l'extension des surfaces cultivées, a joué par le passé un rôle moteur dans le développement économique du pays. Dès 1900, la production arachidière atteignait 100 000 tonnes. Son rythme de croissance a été supérieur à celui de la population pendant toute la période coloniale, avec une progression de 7,5% l'an jusqu'en 1930, puis de 3% l'an jusqu'en 1965. Durant toute cette période, le développement de la culture de l'arachide était favorisé par la mise en place d'un réseau de transport, par l'amélioration des variétés, la diffusion de la culture attelée et de l'équipement, et aussi par la protection commerciale dans le cadre de l'économie coloniale. La dynamique reposait sur une mobilisation plus forte de capacités de production : terre et travail. Le rôle de l'encadrement administratif, notamment par l'acheminement d'une main-d'œuvre supplémentaire, les navétanes, puis celui de l'encadrement maraboutique avec l'essor de l'Islam confrérique, notamment le mouridisme, en furent des caractéristiques bien connues.

À partir de 1965, des changements se manifestent : les surfaces ensemencées commencent à plafonner cependant qu'intervient, en 1968, la baisse du prix nominal payé au producteur, due à la suppression du soutien des prix sur le marché français. En vingt ans, les superficies cultivées n'ont augmenté que de 15%, alors que la population active agricole s'est accrue de plus de 50%. Les rendements stagnent, quand ils ne s'effondrent pas du fait de la sécheresse. Il est clair que la production par actif diminue, et que le revenu rural par tête baisse en francs constants.

Payée au cours mondial, l'arachide sénégalaise subit l'évolution du marché des oléoprotéagineux, dominé par les États-Unis. La tendance des cours réels (fortement corrélés à ceux du soja) est à la baisse. Pour les deux campagnes au moment de l'enquête (1985 et 1986), la récolte a cependant été achetée 90 FCFA/kg<sup>3</sup> au producteur. Comme il faut trois kilos d'arachide pour faire un litre d'huile, et que ce dernier vaut 200 FCFA sur le marché mondial (600 \$ la tonne), la conclusion s'impose : au niveau national, la filière de l'arachide est déficitaire.

Quant aux céréales (mil, sorgho, maïs et riz), leur culture est rarement destinée à la vente. Il n'existe pas de marché organisé et la consommation urbaine est satisfaite en majeure partie par des

3. Au moment de l'enquête, avant la dévaluation, 1 FCFA = 0,02 F.

importations croissantes, de riz surtout. Dans le Bassin arachidier, le mil est complémentaire de l'arachide dans l'assolement, et chaque agriculteur lui consacre une superficie nécessaire à son autoconsommation, dans des proportions qui peuvent varier selon l'occupation des terres. Il importe donc de distinguer, lorsqu'on parle de déficit céréalier au Sénégal, d'une part un déficit structurel dû à l'inadéquation entre l'offre (essentiellement mil et sorgho) et la demande urbaine (riz et pain), et d'autre part un déficit conjoncturel lié à la pluviométrie, qui s'est gravement accusé au début des années quatre-vingt. Le premier déficit est normalement couvert par les importations commerciales, le second fait appel à l'aide alimentaire, dans des proportions évidemment plus variables. Au total, la production céréalière a couvert 68% de la demande en 1985-1986, contre 54% lors de la campagne précédente.

Le bilan de la crise est préoccupant. Avec une production arachidière stagnante et des cours à la baisse, on se demande comment l'État sénégalais pourra faire face au coût des importations alimentaires, nécessaires à la population urbaine, et au soutien des prix de l'arachide au producteur, condition du maintien des revenus de la population rurale. Pour redresser la situation, des objectifs ont été définis dans le cadre de la Nouvelle Politique agricole (NPA). À travers un Plan céréalier, on voudrait notamment atteindre une couverture des besoins à 80% en l'an 2000, par le développement des cultures à la fois pluviales et irriguées (nouveaux aménagements hydro-agricoles). Or, la NPA a mis en sommeil les sociétés régionales de développement et provoqué une série de reculs : l'équipement des paysans est en régression, les engrais ne sont plus distribués, les prêts de campagne pour l'acquisition des semences d'arachide ont été supprimés. Certes, les interventions de l'État ont été redéfinies, notamment par la mise en place d'un système de crédit plus sélectif et une libéralisation de la commercialisation, afin d'inciter les paysans à produire plus. Mais ces mesures sont apparues tout à fait insuffisantes pour modifier une situation qui découle d'évolutions de longue durée.

## L'ÉVOLUTION DU PEUPEMENT SEREER

Des recherches engagées depuis longtemps sur la société sereer, notamment dans le domaine historique et démographique, sont à prendre en compte pour caractériser le milieu humain et retracer



certaines évolutions. L'état de la question est mis à jour et synthétisé. Les recherches historiques sur la population du Sine, l'étude démographique de la région de Niakhar-Ngayokhem, et les travaux portant sur l'émigration dans les Terres neuves sont exposés en préalable à l'analyse des situations agricoles.

Les recherches historiques sur les anciens pays sereer reconstituent l'évolution des peuplements en insistant sur leur extension territoriale contemporaine. À partir des traditions orales villageoises, des sources d'archives et d'un inventaire complet des chefs de concessions rurales, réalisé en 1966-1968, cette évolution a été retracée cartographiquement en insistant sur les thèmes suivants :

- l'ancienneté du peuplement d'après la trame des vieux villages, du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle ;

- la situation du peuplement au début de la colonisation, caractérisée par une concentration au cœur des anciens royaumes ;

- les migrations à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle marquées par la réoccupation des zones limitrophes, l'extension vers les confins du Sine, les mouvements organisés par l'administration vers Kafrine dans les années trente, puis par la société des Terres neuves dans les années soixante-dix, les flux devenus dominants vers les villes depuis les années soixante-dix ;

- l'évolution des densités démographiques dans le Sine au cours des dernières décennies, conduisant à une saturation foncière.

L'observation démographique continue (depuis 1962) dans un secteur de la zone la plus peuplée du Sine, Niakhar-Ngayokhem, fournit une information fondamentale sur le mouvement naturel de la population et l'importance des flux migratoires. Portant sur environ 25 000 personnes, l'enquête répétée d'année en année a enregistré tous les mouvements naturels et tous les changements de résidence.

Les taux de natalité et de mortalité sont très élevés. Pour la période récente (1983-1985), ils sont respectivement de 51 et 24 ‰, soit un accroissement naturel de 27 ‰, contrebalancé en partie par un bilan migratoire négatif de 9 ‰. La croissance reste donc très forte. Le taux d'accroissement de la population a doublé en vingt ans, malgré un triplement du déficit de la balance migratoire. Les migrations, d'abord des jeunes filles puis des jeunes hommes (migrations définitives et saisonnières), autrefois en majorité rurales, se réorientent de plus en plus au profit de Dakar. En dépit de cet important recours à l'émigration, la pression sur la terre reste forte, ce qui signifie une accentuation de la pression sur le revenu *per capita* des paysans sereer.

L'émigration vers les Terres neuves se poursuit dans la zone du projet Koumpentoum-Maka, initié en 1972 par la société des Terres neuves. Un rappel de l'histoire de l'implantation des Sereer dans les « Terres neuves de Kafrine » par l'administration coloniale en 1934-1938, et du mouvement de colonisation, alors très actif, qui progressait vers le nord du département de Kafrine, a montré que les Sereer ont participé de façon très significative au front pionnier des Terres neuves (DuBois, 1971). Une nouvelle investigation rapide dans cette région a permis de constater la permanence du peuplement sereer dans les anciens villages autour de Boulel, devenus une sorte d'annexe toujours fonctionnelle du Sine (bien que les Sereer y soient en minorité parmi les immigrants wolof). En revanche, le mouvement pionnier qui prolongeait alors cette zone, semble aujourd'hui à peu près tari. L'opération Terres neuves de Koumpentoum a drainé l'essentiel des migrants sereer. Ce projet, financé par la Banque mondiale, avait pour but d'expérimenter la politique de décongestion des zones les plus peuplées du Bassin arachidier, par l'ouverture de nouvelles terres propices à la colonisation agricole. Il s'adressait en priorité à l'ethnie sereer, la situation dans les vieux terroirs du Sine étant reconnue comme la plus critique. Dans un premier temps, c'est un total de 900 familles qui ont été recrutées, transportées et installées sur des lots de 10 hectares par la société des Terres neuves, créée à cet effet.

## LES RELATIONS À DISTANCE

L'analyse des relations à distance, de leur nature, de leur intensité et de leur évolution dans le temps, constitue une entrée privilégiée pour une sociologie des changements sociaux. C'est souvent en effet par une recherche aux « marges », auprès des éléments les plus dynamiques ou du moins placés dans des situations de changements privilégiés - la migration par exemple - que l'on perçoit le mieux le fonctionnement d'une société, ses contradictions internes, ses dynamismes, ses points de résistances maximales, mais aussi ses possibilités d'adaptation. Une investigation sur ce thème intéresse également l'économiste, soucieux d'appréhender les échanges de biens et de main-d'œuvre éventuels entre les fragments d'une même société disséminés dans l'espace. Elle s'impose, ici, pour établir un bilan économique au niveau du Sine ou, plus modestement, au niveau de villages ou d'exploitations du Sine (Sob, Ngayokhem, Kalom) qui ont fait l'objet d'un suivi agricole.

Identifier la nature et mesurer l'importance des échanges ou prestations économiques entre les zones de migration et le Sine, a constitué l'un des objectifs importants de l'étude. Il s'agissait d'échanges ou de prestations en espèces, en nature et en travail. Vu la situation difficile qui prévaut dans le Sine certaines années, les mouvements saisonniers de personnes visent d'abord à diminuer le nombre de bouches à nourrir sur place.

L'appréhension, et plus encore la compréhension, des relations économiques entre migrants et société d'origine imposent de longs détours anthropologiques vers d'autres types de relations (religieuses, matrimoniales...) qui peuvent révéler la nature des liens et leur évolution, entre membres d'une même société spatialement éloignés. Il ne suffit pas de rechercher les permanences ou les survivances quand l'objectif est d'identifier aussi des changements qui peuvent se traduire par un relâchement des liens traditionnels et par la création de liens originaux.

En raison de l'éloignement, de la composition de la population (plus jeune), des nouveaux modes d'accès à la terre et au matériel agricole, de l'insertion dans un nouveau milieu écologique, mais aussi des contacts quotidiens avec des sociétés différentes (toucouleur, wolof, peule...), les Terres neuves ne se prêtent pas à la reproduction terme à terme de l'organisation sociale, économique, voire religieuse, qui prévalait dans le Sine. Il y a tout lieu de penser que les changements sont plus importants encore chez les Sereer urbanisés. De même, la perte, par la migration, d'une partie des forces vives de la population et peut-être, corrélativement, l'accès plus rapide à certaines responsabilités de jeunes restés au pays, seront à l'origine de changements dans le Sine. Ces changements, plus ou moins importants, ne sont pas sans conséquence sur la nature même des liens de solidarité économique et sur la dimension des groupes au niveau desquels ils s'expriment.

Ces considérations d'ordre économique et sociologique pourraient apparaître, dans une certaine mesure au moins, comme une diversion par rapport au centre d'intérêt principal : « l'évolution des systèmes agraires ». En fait, on est au cœur du sujet. La complémentarité économique entre le Sine et les zones de migration sereer se traduit par une diversification des activités et des sources de revenus. En d'autres termes, des stratégies paysannes élargies apparaissent, dont il faut tenir compte si l'on veut comprendre l'évolution - ou la permanence - des systèmes agraires dans le Sine, voire sur les Terres neuves. Les tentatives d'identification des groupes de solidarité, menées par sociologues et économistes intéressent l'agronome à la recherche des niveaux d'observation à privilégier, au-delà de la parcelle.

## LA NÉCESSAIRE ET DIFFICILE MISE EN ŒUVRE DE LA PLURIDISCIPLINARITÉ

---

Le programme de recherche a suscité de nombreuses interrogations méthodologiques. Si certains objectifs fixés initialement ont été atteints, d'autres ont été remis en cause ; des questions nouvelles ont émergé, le dispositif de recherche a dû évoluer.

La pluridisciplinarité, voulue dès le départ, a été mise en œuvre de plusieurs façons. Un noyau stable de chercheurs, appartenant à plusieurs disciplines, s'est constitué d'emblée ; les uns avaient participé aux recherches antérieures, les autres apportaient un regard « neuf » sur les situations retenues. D'autres chercheurs sont intervenus pendant le déroulement du programme, pour apporter des compétences particulières, en fonction de problèmes identifiés. La pluridisciplinarité n'a pas véritablement été orchestrée à la dimension des ambitions du programme mais au coup par coup, sur des problèmes et des thèmes préalablement identifiés. La recherche sur le foncier, par exemple, a fait appel à une pluridisciplinarité modeste mais qui est apparue effective, indispensable et fructueuse. Elle a été menée essentiellement par deux socio-anthropologues et un géographe ; chemin faisant, le dialogue avec l'agronome a été particulièrement utile. La collaboration pouvait apparaître toute naturelle entre le géographe et l'agronome notamment, mais elle était moins classique entre l'agronome et l'anthropologue. Pourtant, le « montage » de certaines enquêtes, à l'intersection des domaines de ces deux disciplines, a été très fructueux, y compris lorsqu'elles n'étaient pas directement centrées sur le foncier.

L'allégement des procédures fut un objectif résolument recherché. Lors de la mise en place de ce programme il était clairement affiché, du fait de l'existence d'acquis anciens. Était-il possible et réalisable en toutes circonstances alors que la recherche se faisait en équipe et qu'elle se donnait des objectifs plus larges ? Évidemment, le temps nécessaire à la prise de contact avec le terrain (et avec les agriculteurs) a été très écourté pour des chercheurs qui « connaissaient » et étaient connus. Des hypothèses claires ont pu être formulées rapidement, et à partir de là, des protocoles d'enquêtes conçus. Certains ont effectivement été allégés, en étant mieux « ciblés » tout en demeurant rigoureux et fiables.

À ce stade, la tentation est grande de reproduire l'analyse antérieure ou de la prolonger et de confondre l'allègement des méthodes avec la superficialité, alors qu'il s'agit de concentrer l'effort sur le significatif, en privilégiant à dessein des points particuliers (notion d'indicateurs), des périodes critiques (durant lesquelles devraient s'exprimer préférentiellement certains dysfonctionnements ou se révéler des insuffisances), et des cas exemplaires (intérêt des typologies). Finalement, la nécessité s'impose d'aborder le réel avec des modèles de fonctionnement et de changement à tester (exigence à laquelle nous avons sans aucun doute imparfaitement répondu).

L'analyse du changement constituait l'objectif principal de la recherche. Elle devait notamment permettre de distinguer le conjoncturel du tendanciel. De fortes variations inter-annuelles affectent non seulement la pluviosité mais aussi les disponibilités en main-d'œuvre et en moyens de production. Des écarts parfois considérables peuvent en résulter, notamment quant à l'utilisation du sol sur un terroir, comme pour les paramètres de structure et de fonctionnement des unités de production. Le risque est alors grand d'interpréter comme signe d'une évolution ce qui relève plutôt de l'irrégularité inter-annuelle. Pour faire la part de ces deux catégories de phénomènes, une connaissance pluriannuelle de la réalité est requise. L'alternative à une observation lourde et de longue durée tient en partie dans l'identification d'indicateurs particulièrement sensibles à cette variabilité. La reconstitution au préalable, grâce à des enquêtes rétrospectives, d'une chronique plus ou moins longue permet de repérer cette irrégularité inter-annuelle, de dissocier les écarts réversibles (« accidentels ») des autres.

La dynamique dans le temps n'est pas seulement linéaire ; des ruptures se manifestent, responsables de la création de nouveaux états des systèmes de production (par exemple scission du groupe familial, accroissement brutal de l'assise foncière...) qui correspondent à de véritables sauts qualitatifs et/ou quantitatifs. La reconstitution d'une chronique événementielle est le moyen d'interpréter les écarts survenus au cours du temps, en identifiant et en datant les faits majeurs responsables de ces phénomènes de rupture ou du moins qui leur sont intimement liés. Au-delà du rythme des saisons, les transformations des systèmes de production agricoles relèvent de la conjugaison de plusieurs facteurs dont le moteur principal peut être, tour à tour, des événements démographiques, le climat, des techniques, un changement institutionnel... Les effets de ces événements sont plus ou moins immédiats. Tous ces changements seront, comme il se doit, mis en relation mais l'approche pluridisciplinaire est certainement le moyen d'échapper à tout déterminisme simpliste.

Reste cependant une difficulté d'importance, que ces précautions méthodologiques et le recours à l'interdisciplinarité permettent d'atténuer mais non de surmonter : l'appréhension et l'interprétation du changement social lié, de façon plus ou moins directe, aux changements enregistrés dans d'autres domaines et de ce fait au cœur de nos préoccupations. Ainsi, les changements identifiés au niveau de l'accès au foncier ou de la répartition des revenus, qui semblent aller dans le sens d'une individualisation plus forte, doivent-ils être considérés comme des ruptures par rapport aux règles sociales de jadis et donc comme un « désordre », ou comme le signe de la capacité de la société à s'adapter aux changements, tout en préservant ses « valeurs traditionnelles » de solidarité qui se réincarnent, par exemple dans les relations à distance? Les divergences de vues entre deux anthropologues connus, R. Redfield et O. Lewis, qui ont analysé le village de Tepoztlan, au Mexique, à quinze ans d'intervalle témoignent de cette difficulté. Selon Lewis, qui considérait la réétude comme un moyen d'analyser le changement social mais aussi comme une méthode de vérification et de validation des interprétations suscitées par les données de terrain, Redfield aurait privilégié l'harmonie dans son analyse en termes de *folk-society* <sup>4</sup>, là où lui-même voyait avant tout des conflits. Redfield admettait la critique et acceptait l'interprétation de Lewis en termes de conflits, mais il précisait que leurs analyses, pour différentes qu'elles fussent, n'étaient pas opposées mais révélaient deux aspects complémentaires d'une même réalité<sup>5</sup>. On voudra bien considérer que les nuances dans l'interprétation des changements sociaux que l'on décèlerait, ici, relèvent aussi de la complémentarité.

Les incertitudes du vocabulaire sont flagrantes et gênent la confrontation entre disciplines. Les relations entre disciplines proches peuvent être des plus fructueuses... à défaut d'être des plus faciles. Elles impliquent, dans un premier temps, un effort de clarification de la terminologie et d'explicitation des méthodes et des techniques. En effet, le pire, dans le cadre de l'interdisciplinarité, serait sans doute de masquer les divergences, au profit d'un accord de façade. Un même terme peut revêtir, comme chacun sait, des contenus différents au sein d'une même discipline, selon les écoles de pensée ou les domaines d'investigation, mais la situation est encore plus inconfortable lorsqu'un terme - c'est fréquemment le cas - est commun à plusieurs disciplines.

Des incertitudes de vocabulaire ne sont sans doute pas le signe d'un désintérêt pour les problèmes de terminologie, mais plutôt le reflet d'impérialismes disciplinaires doublés parfois, et il n'y a rien d'étonnant à cela, de divergences théoriques. Quelques notions, parmi les plus utilisées et les plus « interdisciplinaires », se révèlent, sans doute à ce titre, susceptibles de receler le plus de pièges.

4. De taille restreinte, homogène, économiquement simple, et privilégiant la parenté et la religion, la *folk-society* se définit par opposition à la société urbaine, avec laquelle elle vit pourtant en symbiose.

5. MENDRAS et FORSE (1987 : 128-129) ont tiré des leçons plus générales : - Deux conceptions du changement sont ici à l'œuvre. Redfield se situe dans la tradition fonctionnaliste et Lewis dans celle de la sociologie des conflits... Ce qui apparaît comme un consensus sur les valeurs dans une perspective « intégrationniste » peut être considéré comme un conflit d'intérêt dans le langage de la sociologie des conflits. [...] Il n'existe pas, dans l'état actuel du savoir sociologique, de modèle général qui permette de synthétiser effectivement les deux aspects, et, pour cette raison, il n'y a pas de théorie générale du changement social. -

La notion de « système de production » est d'usage courant, notamment chez les ruralistes (agronomes, économistes, géographes), mais elle offre certainement le plus bel exemple de la confusion qui règne au niveau du vocabulaire. En même temps, l'abondance de la littérature qui lui est consacrée témoigne du réel souci des chercheurs de donner à ce terme la définition la plus précise possible pour rendre compte des réalités observées, dans leur spécificité. Sans entrer dans le détail des débats, on peut noter des divergences de vues entre économistes et agronomes notamment - mais aussi entre chercheurs d'une même discipline - à la fois sur le contenu, le niveau de référence et la place qu'occupe cette notion dans la série de concepts, plus ou moins emboîtés, censés rendre compte de l'ensemble de l'activité agricole.

Ainsi, le « système de production » peut avoir un contenu essentiellement agronomique : « l'ensemble structuré des productions végétales et animales retenues par un agriculteur (ou un groupe d'agriculteurs) dans son unité de production pour réaliser ses objectifs » (M. SEBILLOTTE)<sup>6</sup>; économique : « le système de production se rapporte aux combinaisons des ressources productives mises en œuvre, aux dosages opérés par les producteurs entre les principaux facteurs de production : ressources naturelles, travail, consommations intermédiaires et biens d'équipements » (BADOUIN, 1987 : 364); voire, exceptionnellement, sociologique : il est alors question de système social de production<sup>7</sup>. Pour les uns, l'expression fait explicitement référence à l'exploitation agricole, pour d'autres, elle évoque un ensemble d'exploitations mais elle peut aussi concerner un village, une région, voire une nation.

En fait, cette notion ne peut être définie isolément; elle prend place dans une série de concepts qui font en quelque sorte « système ». Ainsi, M. MAZoyer (1987) propose-t-il, par ordre d'extension croissante, les concepts d'opération technique, d'itinéraire technique, de système de culture et d'élevage, de système de production, de système agraire, l'ensemble constituant le « système agricole ». Belle architecture mais qui ne fait pas pour autant l'unanimité! Ainsi, dans son propre « système », R. BADOUIN (1987), économiste, appelle système productif ce que les agronomes désignent généralement par système de production<sup>8</sup>. « Le système productif agricole peut être défini, d'une façon très générale, comme l'ensemble des éléments qui concourent à la constitution des flux des produits agricoles... tout système productif comporte, en agriculture, trois aspects que l'on peut dénommer système de culture, système de production et système d'exploitation. »

6. Cité par  
COUTY (1987).

7. G. ALLAIRE  
et M. BLANC (1979)  
proposaient de nommer  
« système élémentaire de  
production », ce « système  
social de production »  
désignant les rapports  
concrets qui s'établissent  
entre les agents et  
les unités économiques  
déterminées.

8. Voir également l'article  
de J. BROSSIER (1987).

Préoccupé par la valeur opérationnelle que toutes ces notions peuvent avoir pour la recherche, P. COURT (1987) insiste, au même titre que des sociologues ruralistes tels que M. JOLIVET (1988), sur la nécessité de prendre en compte les rapports de production : « La science économique connaît depuis longtemps le concept de système de production agricole, cas particulier de la combinaison des facteurs de production. Mais le système de production agricole ainsi entendu n'a de sens que relié à la combinaison de spéculations, ou système de culture, mise en œuvre dans le cadre d'une fonction de production. Ces constructions mentales n'ont d'autre utilité que de faciliter l'interprétation des faits. Le souci de préserver leur pureté doit céder la place à la nécessité d'adapter à la vie, c'est-à-dire de prendre en compte les rapports de production, même si ces derniers obligent à considérer les armes du guerrier ou le charisme du marabout ». C'est le point de vue que nous adopterons, lorsqu'il sera question de systèmes de production. Nous aurions tout aussi bien pu évoquer les divergences sur la conception de « système d'exploitation » et, plus encore, sur la notion de « mode de production » utilisée par les sociologues et anthropologues<sup>9</sup>.

La notion de système agraire s'intègre dans l'ensemble de concepts qui viennent d'être évoqués. Elle constituerait même l'un des niveaux les plus englobants. Le système agraire combinerait en effet un système de droit réglementant l'usage de la terre, un système d'aménagement de l'espace, d'autant plus important ici que les Sereer combinent l'agriculture et l'élevage, et un système de production. Il ne semble pas y avoir sur ce point de fortes dissensions, par delà la variété des formulations retenues. M. DERRUAU (1976), met l'accent sur la dimension spatiale : « les aménagements spatiaux (formes des champs, clôtures) et temporels (successions des cultures ou permanences de cultures sur un même champ) dans leurs rapports avec des techniques et des liens sociaux (pratiques communautaires, structure de la propriété) ». H. DUPRIEZ (1980) prend en compte, de façon plus explicite, les facteurs politiques et culturels, au risque de donner à cette notion une extension telle que sa valeur opératoire en soit largement affectée : « Ensemble des éléments d'ordre écologique, humain, technique, social, politique et culturel qui déterminent la vie d'une communauté vivant essentiellement de l'agriculture ». Par contre, les difficultés et les contestations ne manquent pas de surgir, dès qu'il s'agit de déterminer, sur le terrain, les limites spatiales d'un système agraire. Dans une analyse critique de la notion de système, G. SAUTTER (1988 : 9) évoque, en la matière, un réel danger d'arbitraire : « Sous prétexte qu'un système est nécessairement plus ou moins « ouvert », on peut toujours proclamer tel un ensemble agraire que pour une raison ou une autre on a choisi d'étudier ».

9. L'interdisciplinarité et les problèmes de vocabulaire ont fait l'objet de nouveaux débats voir notamment NAVARRO GARZA, COLIN, MILLEVILLE éd. 1993.



L'expression « système agraire » est essentiellement utilisée par les agronomes et les géographes. Le sociologue est concerné, au premier abord, par la question de la correspondance entre l'organisation sociale et l'organisation spatiale. Comme le souligne C. Huttin<sup>10</sup> : « Il semble difficile de définir un niveau territorial pertinent qui puisse superposer assez justement les limites d'un espace géographique avec celles d'un ensemble de systèmes sociaux de production ».

Mais peut-être, par delà les expressions telles que système de culture, système de production, système agraire, ou encore système foncier, est-ce la notion même de système, avec ses présupposés théoriques et sa traduction méthodologique, « l'analyse systémique », qui posent le plus de problèmes. L'analyse systémique est-elle un leurre ou la clé de l'interdisciplinarité? C'est un vieux débat, considéré souvent comme dépassé. Pourtant rien n'est résolu et chacun campe sur ses positions. Pour les uns, essentiellement biologistes et naturalistes, hors du « système », point de salut (LEGAY, 1986)<sup>11</sup>. Pour les autres, notamment les chercheurs en sciences sociales (à l'exception de nombreux géographes), les positions oscillent entre l'acceptation, rare, l'extrême méfiance et, plus souvent encore, le rejet sans appel<sup>12</sup>.

Rappelons, pour faire bref, que la notion de système sous-entend l'existence d'une organisation où tout se tiendrait par des interactions autorégulées, et où la somme des échanges internes l'emporterait sur celle des échanges externes. C'est dans ce sens, précise G. SAUTIER (1988 : 8), que l'on parle de « systèmes agraires ». La deuxième idée contenue dans la notion de système est celle de l'emboîtement de différents niveaux d'organisation, dont nous avons évoqué plus haut quelques exemples (système de culture et d'élevage, système de production, système agraire...).

Les éléments du débat sont également bien connus. Comment, dans l'analyse de système, qui valorise l'idée d'équilibre et d'auto-régulation interne, peut-on prendre en compte les changements et les ruptures... bref, l'histoire? Les avis sont partagés, selon les écoles de pensées, les domaines de recherches<sup>13</sup> ou le contenu que l'on donne à cette notion. Ainsi, E. MORIN (1984 : 68-69 et 79) estime que l'analyse systémique peut intégrer le changement : «... la pensée systémique, comme toute pensée, a deux versants : un versant pauvre où le système est conçu comme un ensemble fonctionnel au sein duquel les parties se complémentarisent harmonieusement pour les finalités du tout; un versant riche, où la notion de système porte en elle-même non seulement complémentarités, mais antagonismes [...]. L'existence de tout système comporte nécessairement des antagonismes, qui portent nécessairement en eux la potentialité et l'annonce de la mort du système ».

10. Cité par G. ALLAIRE (1988 : 187).

11. J. M. LEGAY (1986) : « Alors, si le monde n'est pas un chaos l'auteur pense qu'il ne l'est pas, c'est qu'il est organisé en systèmes, plus ou moins complexes, mais dont nous devons admettre l'existence comme hypothèse de travail... L'approche scientifique du monde qui nous entoure, et qui est en même temps le nôtre, consiste donc à définir les systèmes sur lesquels nous allons travailler, c'est-à-dire montrer leur existence, préciser les limites spatio-temporelles, et bien d'autres caractéristiques, avant d'en étudier le fonctionnement ».

12. C'est très schématique : la coupure entre disciplines n'est pas aussi nette, et le débat peut être aussi interne à des disciplines, telles l'économie ou la sociologie.

13. Ainsi, on ne s'étonnera pas que chez les sociologues, par exemple, ce soient les « fonctionnalistes », tel Crozier, spécialiste des « organisations », ou encore des chercheurs intéressés par les problèmes de méthodologie interdisciplinaire (E. Morin par exemple) qui accordent le plus d'intérêt à l'analyse de système.

D'autres se montrent plus circonspects. C'est le cas de R. Larrère, qui exprime sa méfiance à l'encontre du « système » avec beaucoup de tonicité, dans un article consacré à la pluridisciplinarité entre sciences sociales et sciences de la nature : « Tout système tend à l'homéostasie, incessantes oscillations autour d'un état d'équilibre statistiquement définissable, mais jamais atteint. Or, si le système des interactions (autorégulées) entre acteurs et milieux naturels intéresse le sociologue, l'économiste ou l'ethnologue, ce qui les préoccupe tout autant, c'est l'histoire : ce déséquilibre qui se produit, et dont l'ampleur est suffisante pour excéder les variations ordinaires, pour déplacer le système vers un nouvel état ou lui en substituer un autre. Or, d'où vient ce déséquilibre, si ce n'est de l'extérieur du système - ou ce qui revient au même - de l'intérieur de la « boîte noire »? Si les conditions ne changent pas, si les éléments ne subissent pas de mutation importante et durable, un système n'a pas d'histoire, mais un développement... Pour qu'un système se transforme, pour que la structure des interrelations se modifie, ainsi que la composition des éléments constitutifs, il faut que changent les conditions externes de la reproduction du système... L'histoire d'un système agraire, d'un système spatial, d'un éco-socio-système ou d'un système population-environnement vient toujours de conditions politiques, économiques, sociales, culturelles, technologiques extérieures à l'objet étudié ; et ceci, par le truchement d'acteurs (anciens et nouveaux) qui modifient leurs comportements, et leurs pratiques, en fonction d'opérations de pensée qui ne sont ni prises en considération, ni même représentables dans le modèle de l'analyse systémique : celle-ci ne dit rien du sens que prennent pratiques et milieux aux yeux des différents acteurs. La nouveauté vient toujours des limites du champ visuel. Elle n'est jamais intelligible par le système ». (LARRÈRE, 1988 : 291).

Le débat est proche des préoccupations immédiates de l'équipe d'auteurs. L'ouvrage fait référence, à plusieurs reprises, au « terroir », considéré par nombre de géographes comme relevant de l'analyse systémique<sup>14</sup>. Par ailleurs, cette analyse est souvent présentée comme la méthode par excellence d'intégration des apports de plusieurs disciplines, notamment quand il est question des relations de l'homme et du milieu<sup>15</sup>. Mais on peut se demander, avec LARRÈRE (1988 : 295), si le recours à cette méthode n'est pas aussi un moyen pour les disciplines rompues à la formalisation d'affirmer leur prééminence, ou encore le plus sûr moyen de masquer les difficultés, chacun feignant d'adopter le langage de l'autre, sans rien céder pour autant de sa propre problématique. « Ce n'est pas parce que le sociologue parle de « système social » à la place de

14. « Il est aujourd'hui admis par la quasi-totalité des chercheurs travaillant en milieu rural que la communauté villageoise forme avec son terroir une entité fonctionnelle répondant aux exigences d'une analyse à caractère systémique » CAMBRÉZY *et al.* (1984 : 156). Mais les auteurs précisent, par ailleurs, que le terroir ne peut constituer la seule unité d'observation.

15. On ne s'étonnera pas du regain d'actualité dont bénéficie l'analyse systémique vu l'intérêt porté aux problèmes d'environnement. Voir à ce propos : AEBLANDERY, BITOUN, DUPONT (1991); PAULT (1990).

société ou de formation sociale, qu'il adopte le modèle systémique mais, en préférant le terme de « système social », il évoque dans l'esprit des écologues un certain nombre de connotations qui rendent son discours acceptable, partiellement intelligible. »

Les concessions au niveau du vocabulaire qui donnent au discours pluridisciplinaire une cohérence apparente génèrent des malentendus « d'autant plus pernicious qu'elle les occulte ». Pourtant, pense Larrère, ce peut être une amorce de solutions nouvelles par une systématisation des efforts spontanés de traduction et de circulation des idées. « À l'image de la façon dont Diderot concevait le projet encyclopédique, une solution pratique des difficultés rencontrées pour articuler différentes démarches dans une recherche pluridisciplinaire, pourrait ne résider ni dans l'adoption d'un langage commun, ni dans la soumission commune à un langage universel, mais dans la patiente élaboration des « renvois »..., c'est-à-dire d'opérateurs assurant la traduction, le passage d'une science à une autre » (LARRÈRE, 1988 : 296). Cela permettrait au chercheur d'entrer dans la culture scientifique de l'autre, de « saisir la démarche des autres et d'en tirer parti dans son propre travail ». C'est dire l'importance à accorder au langage!

Mais l'interdisciplinarité, ce fut aussi dans le programme serceer, « une coopération, dans une recherche commune, de chercheurs relevant de disciplines différentes, c'est-à-dire une pratique », selon l'expression du géographe B. KAYSER (1989).

# Paysans sereer

Dynamiques agraires et mobilités au Sénégal

